



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2965  
30 mai 2025  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **Un monde de fric et de sang Il faut le changer!**



**États-Unis**  
**L'offensive  
de Trump  
contre les  
travailleurs**

Page 12

**Santé**  
**Des économies  
aux dépens  
des malades**

Page 3

**Campagne  
anti-musulmans**

**La course  
aux mensonges**

Page 4



**7, 8 et 9 juin à Presles**

# **La Fête**

Pages 7 à 10

**Leur société**

- Taxis mobilisés : les chauffeurs ne veulent pas être roulés 3
- Transports sanitaires : moins d'hôpitaux égale plus de transport 3
- Santé : des coupes en préparation 3
- Démagogie anti-musulmans : la course aux mensonges 4
- Sans-papiers : régularisation pour tous ! 4
- Retailleau : à la poursuite du RN 4
- Agriculture : les gros refusent les contraintes 5
- Pesticides : les bonnes affaires des trusts de la chimie 5
- Ville de Paris : la gauche impose la précarité 5
- Harkis : toujours traités en parias 6
- Bernard Arnault : le poids des milliards 6
- Stérin : un financier de l'extrême droite 6

**Dans le monde**

- Gaza : le crime de masse continue 11
- Vietnam : Macron à la reconquête des marchés 11
- États-Unis : l'offensive antiouvrière de Trump 12
- Nouveau round contre les puces chinoises 12
- Pologne : élections sur fond d'espoirs déçus 16
- Slovaquie : démagogie nationaliste 16
- Famines : pendant que les capitalistes se gavent 16

**Dans les entreprises**

- Appel CGT du 5 juin : une journée ne suffira pas 13
- Ville d'Angers : «ras-le-bavoir !» 13
- Lubrizol - Rouen : l'usine de tous les dangers 13
- Stellantis - Poissy : de PSA au PSG, il n'y a qu'un pAs 14
- SNCF - Trappes : mobilisés contre la réorganisation 14
- BDR Thermea - Mertzwiller : non aux suppressions d'emplois ! 14
- RATP - Infrastructure : cachez-moi ces accidents du travail 15
- Naufrages : des marins épuisés 15

**La Fête de Lutte ouvrière**

Le programme et le plan de la Fête 7 à 10

# Un monde de fric et de sang à renverser !

À Gaza, la guerre d'extermination se poursuit. La mort rôde partout et tout le temps. Elle est sur le visage de centaines de milliers d'enfants exténués, affamés et squelettiques. Netanyahu procède à une purification ethnique, et les dirigeants européens en sont encore à faire semblant de se demander si Israël respecte ou non les droits humains !

En Ukraine, Poutine et Trump nous font du grand cinéma autour de la paix, mais la guerre n'en finit plus. Kiev est toujours bombardée. Les soldats russes et ukrainiens continuent de tomber au combat ou de croupir dans des prisons sordides.

Bien d'autres régions du monde sont ravagées par la guerre. En République démocratique du Congo, au Soudan, au Mali, où des millions de femmes et d'hommes ont été tués et des millions d'autres déplacés, qui peut même dater le début de la guerre ?

Et quel peut être l'avenir pour l'humanité quand les bruits de bottes se multiplient et que l'on s'enfoncé toujours davantage dans la crise économique et la catastrophe climatique ?

Mais pour les maîtres du monde, le principal est que les affaires continuent. Et elles prospèrent ! Le grand casino de la finance bat son plein. Les sauteriers, du genre de celle organisée par Macron à Versailles avec Choose France, se multiplient d'un bout à l'autre de la planète. La grande bourgeoisie y fait son marché à coups de milliards.

Les Arnault, Michelin, Bolloré, Musk, Bezos, Zuckerberg ont mille et un projets pour faire fructifier leurs fortunes. Et ils en ont plus encore pour se vautrer dans le luxe.

Quand Trump s'est déplacé au Proche-Orient, ce n'est pas le sort des Palestiniens qui l'a préoccupé, mais son propre business. L'affairiste de New York a été comblé : la Trump Organisation construira une résidence de luxe au Qatar, un golf à Dubaï, une Trump Tower à Djeddah, et les pétromonarchies investiront des milliards dans sa cryptomonnaie.

Tout est de la même eau. ArcelorMittal supprime des emplois en France et se plaint de ce qu'il n'est plus rentable de produire de l'acier en Europe. Mais il investit un milliard de dollars dans les Celtics de Boston, une équipe de basket américaine !

Ce sont ces crapules qui dirigent l'économie ! Ce sont leurs laquais, à la tête des États, qui

prétendent dire ce qui est bien et ce qui est mal, et décider de la paix et de la guerre. Il ne faut pas l'accepter ! Leur système capitaliste d'exploitation et d'enrichissement est une insulte à la dignité et à l'intelligence humaines.

L'humanité a les moyens de supprimer la misère depuis déjà longtemps. À l'échelle de la planète, les moyens de vivre dignement, sans que quiconque craigne de manquer, existent. Le progrès continu des techniques et des connaissances devrait permettre à tous de s'épanouir sans avoir à exploiter ou dominer quiconque.

Les États-Unis pourraient, à eux seuls, régler nombre de problèmes de la planète. Avec les meilleurs laboratoires, ils ont une capacité d'innovation et de recherche scientifique inégalée. Au lieu de cela, la classe capitaliste la plus riche du monde fait une orgie de richesses. Elle voue un culte à l'accumulation individuelle et à la loi du plus fort.

Sous la pression de Trump, elle attise la guerre économique. Plus fanfaron que jamais, le caïd de la Maison Blanche a annoncé la construction d'un «golden dome», un bouclier antimissile inspiré par le «dôme de fer» d'Israël. 600 ou 700 milliards de dollars, soit plus qu'il n'en faudrait pour éradiquer la malnutrition et nombre de maladies mortelles dans le monde, seront donc consacrés à mettre en orbite de quoi faire sauter plusieurs fois la planète.

Tant que nous laisserons les rênes à la classe capitaliste, l'évolution réactionnaire, guerrière et barbare de la société suivra son cours. Le capitalisme à visage humain n'a jamais existé et n'existera jamais, mais le capitalisme sénile est de plus en plus barbare.

Pour faire de nouveau progresser la société, il faut viser le renversement de la bourgeoisie et de l'ordre impérialiste. C'est pourquoi il faut que les travailleurs renouent avec les idées communistes révolutionnaires.

En 1789, les paysans et le petit peuple des villes ont trouvé le courage, la force et l'organisation d'aller demander des comptes puis de détrôner la classe de parasites qui vivait à Versailles.

Ils ont construit une nouvelle société abolissant les privilèges de naissance. Ce sont les privilèges de l'argent qu'il faut désormais supprimer. Et seule une révolution dirigée, cette fois, par le monde du travail pourra l'imposer.

Nathalie Arthaud



## Taxis mobilisés : les chauffeurs ne veulent pas être roulés

Les taxis continuent de se mobiliser contre une convention qui va faire baisser leur rémunération pour le transport de malades. Le 26 mai, ils se sont rassemblés devant les terminaux de Roissy et d'Orly, avant de rejoindre la manifestation près du ministère des Transports à Paris. De telles manifestations ont eu lieu également dans d'autres villes.

Les déclarations de la porte-parole du gouvernement, Sophie Primas, le 23 mai affirmant que le gouvernement ne ferait « pas machine arrière » ont eu pour résultat de raviver la colère. La vague promesse faite par Bayrou, le lendemain à l'issue d'une nouvelle réunion, de « retravailler le détail » de la convention « dès mardi », n'a pas convaincu davantage.

Ces trajets représentent une grande partie du chiffre d'affaires des taxis conventionnés, voire la quasi-totalité pour tous ceux qui sont installés dans des zones rurales. « En Charente, il n'y a pas trop d'aéroports ou de grosses gares... Faire le métier de taxi pur et dur, comme dans les grandes métropoles, est évidemment plus compliqué dans les milieux ruraux »,

explique David Bretin, président syndical de la Fédération des taxis indépendants du département pour qui le transport sanitaire représente entre 75 % et 80 % de son activité.

Le gouvernement cherche à faire des économies en coupant dans les plus de 6 milliards de dépenses de transport sanitaire, un service devenu indispensable pour la population. Cela pénaliserait

certes les taxis, mais poserait de gros problèmes aux malades eux-mêmes, car des mesures inciteraient les taxis à prendre plusieurs malades pour un même trajet, et à ne pas rentrer à vide. Les patients seraient donc contraints d'accepter cette mutualisation du transport avec toutes les difficultés induites, comme l'allongement du temps pour se rendre à des examens ou

pour en revenir, sans parler de la menace de ne pas être remboursé dans le cas où ils ne prendraient pas les taxis conventionnés.

À raison, les taxis s'organisent car ils n'acceptent pas d'être sacrifiés. Toutes celles et tous ceux qui, dans les classes populaires, sont visés par ce qui est une aggravation des conditions d'accès aux soins, auraient toutes les raisons de faire de même.

**Aline Retesse**



Grève des taxis, le 21 mai.

## Transports sanitaires : moins d'hôpitaux égale plus de transports

Le gouvernement voudrait aujourd'hui réduire les dépenses de transport sanitaire en pénalisant les chauffeurs qui les assurent et en dégradant par la même occasion les conditions de transport des patients. C'est oublier un peu vite la cause principale du recours sans cesse accru à ces transports.

En effet la politique suivie en matière de santé éloigne toujours plus les patients des lieux où ils sont pris en charge. Dans les villes de taille réduite, les gouvernements successifs n'ont cessé de fermer des hôpitaux. Là où il y en a encore, une partie des services ont disparu. Les urgences ferment aussi les unes après les autres, ou ne sont plus assurées en permanence. Le seul recours est alors de se déplacer vers l'hôpital d'une ville plus importante, parfois à plus d'une heure de route. De plus, à l'échelle du pays, toute la structure hospitalière est aujourd'hui organisée autour de grands plateaux techniques, avec là aussi la nécessité de transporter le malade sur de longues distances.

Les maternités, quant à elles, ont vu leur nombre

divisé par trois depuis 1975. La proportion de femmes en âge d'accoucher habitant à plus de 45 km d'une maternité n'a cessé d'augmenter, et il est devenu de plus en plus nécessaire d'utiliser un moyen de transport sanitaire quand on ne peut se faire accompagner. Dans certaines régions, les pompiers se voient même appelés pour assurer ce transport et ont parfois dû procéder à des accouchements dans leur camion.

Le « virage vers l'ambulatoire » est également en cause. En décidant de renvoyer les patients chez eux dans des situations où on les gardait auparavant à l'hôpital, les ministres de la Santé ont certes pu fermer des milliers de lits, mais ils ont dans le même temps augmenté les besoins de transport. C'était totalement prévisible, mais

les yeux des responsables étaient alors uniquement fixés sur la ligne bleue des lits à fermer et des économies budgétaires à réaliser.

Face à ces bouleversements, l'augmentation des dépenses de transport sanitaire, 4,4 % par an en moyenne depuis 2016, semble parfaitement logique. Elles représenteraient aujourd'hui 6,3 milliards d'euros. Le gouvernement préférerait bien sûr que les malades soient véhiculés par des proches qui bouleverseraient leur vie pour cela et feraient courir des risques à ceux qu'ils transportent. Il cible donc les médecins qui prescriraient des bons de transports de complaisance, les malades qui en réclameraient, les chauffeurs qui s'obstinent à ne vouloir transporter qu'un seul malade à la fois. C'est bien dans la droite ligne de toute sa politique de santé, dictée par le seul souci de faire des économies aux dépens des malades et de ceux qui en prennent soin.

**Daniel Mescla**

## Santé : des coupes en préparation

Le 26 mai, Nicolas Revel, le directeur général des Hôpitaux de Paris (AP-HP), a publié une note intitulée « Pour sortir de l'impasse » faisant le bilan des insuffisances du système de santé et proposant des pistes. Bilan et pistes qui ne diffèrent en rien de ce que l'on entend d'habitude.



Il reconnaît tout ce que les médecins, les infirmiers, les patients dénoncent quotidiennement : la diminution du nombre de lits et de l'effectif du personnel médical, en citant les chiffres respectivement de 19 % et de 12 % à l'Assistance publique entre 2019 et 2023. Il affirme qu'il ne faut pas faire de recherche de productivité sur le dos des soignants ou pénaliser les patients en agissant sur les remboursements. Et pourtant, comme la branche maladie de la Sécurité sociale affiche un déficit « structurel » de 14 milliards d'euros en 2024 qui ne peut que

croître avec le vieillissement de la population, le patron de l'AP-HP estime qu'il faut réagir.

Selon lui, il faut donc fermer les « petites structures hospitalières médico-chirurgicales » aux plateaux techniques et au niveau de compétences « insuffisants » ; obliger les médecins à donner des consultations ponctuelles dans les déserts médicaux ; surveiller à distance, grâce aux outils numériques, les malades souffrant de pathologies chroniques dont les soins sont « à l'origine des deux tiers de la dépense de santé totale ».

Ce sont autant de pistes déjà largement explorées par ceux qui préconisent des économies. C'est ce que le directeur de l'AP-HP appelle « travailler pour resserrer la demande de soins sur sa partie réellement nécessaire ou non évitable ». Avec le résultat qu'on sait.

**Sylvie Maréchal**

## Démagogie anti-musulmans : la course aux mensonges

**Mercredi 21 mai, un conseil de défense et de sécurité nationale, présidé par Macron, s'est tenu pour examiner un rapport intitulé « Frères musulmans et islamisme politique en France » censé démontrer le développement d'une influence constituant « une menace pour la cohésion nationale ».**

Après le prétendu « séparatisme » qui a servi à voter une loi en juillet 2021, « l'entrisme » prend le relais pour dénoncer un prétendu complot ourdi par des musulmans. Macron a décidé d'utiliser le mode « patrie en danger » pour, selon l'Élysée, « faire connaître la menace au grand public ». Mais il a été doublé par le ministre de l'Intérieur Retailleau. Celui-ci a fait fuiter des extraits du rapport pour s'assurer un gain médiatique maximum en parlant de « submersion » et en évoquant « une menace très claire contre la République », dont « l'objectif ultime est de faire basculer toute la société française dans la charia ».

Le Pen et Bardella n'ont plus besoin d'agiter le spectre islamiste : Retailleau s'en charge, avec dans son sillage Darmanin, qui revendique la paternité du rapport, ainsi que Attal,

qui s'est empressé de proposer l'interdiction du voile jusqu'à 15 ans dans l'espace public... La course à la démagogie antimusulmane repart de plus belle et ce spectacle accablant n'est pas terminé car, après l'échappée de Retailleau, Macron a remis à plus tard toute conclusion.

La confrérie des Frères musulmans, un courant de l'intégrisme islamiste fondé en Égypte en 1928, est effectivement présente en France. Mais le rapport lui-même n'évoque pas un mouvement de masse, loin de là, et même plutôt un recul de son influence.

Le nombre d'adhérents à la confrérie est estimé de 400 à 1 000. Elle influencerait 7 % des lieux de culte musulmans dans le pays fréquentés par quelque 90 000 fidèles, sur 1,8 million de musulmans pratiquants. Sur les 74 établissements scolaires privés musulmans,

21 seraient sous l'influence de la confrérie.

L'audience des catholiques intégristes – antirépublicains notoires et nostalgiques de Hugues Capet ou de Pétain – n'est sûrement pas moins forte, et le scandale Bétharram a démontré, s'il en était besoin, que l'enseignement catholique privé dispose d'une force de frappe redoutable contre la jeunesse. Pourtant cela n'est jamais présenté comme un danger par ces chevaliers de la République et de la laïcité. Il est vrai que Retailleau a plutôt des sympathies de ce côté.

Certes, des militants de l'islam politique agissent pour développer leur emprise dans certains quar-



tiers, mais ce n'est pas le vrai problème des politiciens engagés dans la course à la présidentielle de 2027, de la même façon qu'ils se moquent du chômage, de la vie chère pour les classes populaires. D'ailleurs, présenter en permanence les musulmans comme une menace est le meilleur moyen d'en pousser certains dans

les bras des islamistes.

Les politiciens qui font commerce des préjugés anti-musulmans partagent en fait avec les courants religieux intégristes, l'objectif de diviser les travailleurs selon leur origine, leur croyance, leur nationalité. Avec les moyens de l'État et des médias, ils diffusent ce poison.

**Boris Savin**

## Sans-papiers : régularisation pour tous!



Dans la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai à Paris.

**La nouvelle liste des métiers dits « en tension », qui permettent aux travailleurs sans papiers de demander une régularisation, vient d'être publiée avec des mois de retard, puisque son actualisation était prévue par la loi immigration de janvier 2024.**

Mais il se trouve que Bruno Retailleau, l'actuel ministre de l'Intérieur, était dans l'opposition à l'époque du vote de la loi. Il avait alors mené bataille à l'Assemblée nationale contre le titre de séjour pour les métiers en tension. Retailleau n'était donc pas pressé de publier cette liste, et ce n'est pas par hasard si elle a été publiée quelques jours après son élection à la tête de son parti Les Républicains. Il a en effet axé toute sa campagne sur la lutte contre l'immigration et ne voulait certainement pas apparaître comme le ministre qui régularise des sans-papiers.

Ce serait de toute façon

très exagéré, car si les immigrés concernés pourront demander leur régularisation, celles-ci resteront à l'appréciation des préfets, et Retailleau a donné des consignes pour les limiter au maximum.

Une partie des patrons protestent, jugeant cette liste trop restrictive. Par exemple, les garçons de café ne sont pas considérés comme exerçant un métier en tension en Provence-Alpes-Côte d'Azur ni en Bretagne, alors que la saison estivale approche.

Mais dans l'ensemble, la démagogie anti-immigrés du gouvernement rend bien service au patronat, en forçant

les travailleurs qui n'ont pas de papiers à accepter des conditions bien plus difficiles que les autres, ce qui fait pression sur les salaires et les conditions de travail de tous. Cela permet aussi de faire des immigrés des boucs émissaires, et de masquer la responsabilité du patronat dans les bas salaires, les licenciements, le chômage.

Bien des secteurs de l'économie, des travaux publics à la restauration, des maisons de retraite au nettoyage, ne pourraient pas fonctionner sans les travailleurs immigrés, qui font partie à part entière de la classe ouvrière. Il est indispensable de lutter contre les divisions qui affaiblissent les travailleurs, en affirmant que, métier « en tension » ou pas, tous ont le droit de vivre et de travailler là où ils le souhaitent.

**Hélène Comte**

## Retailleau : à la poursuite du RN

**Lundi 19 mai, le ministre de l'Intérieur Retailleau a rendu service au patron des Républicains Retailleau en informant par télégramme les préfets d'une évolution des « modalités de prise en charge des refus d'obtempérer ».**

Depuis 1999, à l'exception du territoire qui est du ressort de la préfecture de police de Paris, la règle était de n'engager des poursuites que concernant des individus évadés, armés, ou ayant commis un crime grave. Désormais, tout refus d'obtempérer devra être suivi d'une course-poursuite par les policiers ou les gendarmes, « avec discernement », ajoute la consigne.

Depuis des années, les syndicats de police Alliance et Unsa exigeaient une évolution des procédures. C'est chose faite, et cet assouplissement des

règles du droit de poursuite s'ajoute à celui sur l'usage de l'arme de service introduit en 2017. Une étude, non encore publiée, pour une revue scientifique affirme que depuis, le nombre moyen de tirs mortels par des policiers sur des occupants de véhicules a été multiplié par cinq.

Le cocktail risque donc d'être détonant, mais pour le chef des Républicains Retailleau, l'enjeu est surtout la course-poursuite derrière l'extrême droite dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027.

**B.S.**

## Agriculture : les gros refusent les contraintes

Le 26 mai, sous la pression des agriculteurs de la FNSEA dont quelques centaines se sont déplacés à Paris, l'Assemblée nationale examinait le projet de loi Duplomb, destinée à « lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur ».

Le principal objectif de cette loi est de restaurer l'usage de produits phytosanitaires interdits pour des raisons environnementales, comme un insecticide utilisé par les betteraviers et qui menace la survie d'insectes pollinisateurs. La loi prévoit également d'assouplir les conditions pour construire des élevages de porcs ou de volailles de grandes tailles. Elle vise à faciliter le stockage d'eau pour l'irrigation, comme les fameuses mégabassines dont l'installation a été combattue par des dizaines de milliers de manifestants.

Pour l'essentiel, cette loi reprend les exigences formulées par les agriculteurs mobilisés en janvier 2024 par les deux principales fédérations agricoles, la puissante FNSEA et celle qui l'a concurrencée lors des dernières élections agricoles, la Coordination rurale. Comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, le rapporteur de cette loi, Laurent Duplomb, sénateur LR, est lui-même propriétaire d'une exploitation agricole, ancien président FNSEA de la chambre d'agriculture de Haute-Loire et président du groupe laitier

Sodiaal. C'est dire que cette loi est taillée sur mesure pour satisfaire aux exigences des gros exploitants agricoles qui, sous prétexte de la concurrence déloyale de pays européens non soumis à ces interdictions, refusent ces contraintes. Elle est d'ailleurs contestée par la Confédération paysanne, qui dénonce « le lobbying de l'agrobusiness » et « l'accélération de la concentration des fermes ».

Au Parlement, la loi est soutenue par une large alliance, réunissant les macronistes, le Modem, LR, ainsi que le RN. Tous ceux-là, draguant les agriculteurs qui votent à droite et même de plus en plus à l'extrême droite, se posent en défenseur de « l'agriculture française ». De leur côté, au nom



de la défense des insectes, de l'environnement et des paysans qui pratiquent l'agriculture raisonnée, LFI et les écologistes se sont lancés dans une bataille d'amendements pour empêcher l'adoption de cette loi. Pour la faire passer facilement, le rapporteur a dégoté une nouvelle ficelle parlementaire, la « motion de rejet préalable » : cette proposition de loi a été rejetée avant tout débat et est donc renvoyée à une commission mixte entre

sénateurs et députés, dans laquelle la droite est majoritaire, ce qui sauvera l'essentiel des dispositions.

Pour défendre les intérêts des petits agriculteurs qui vivent de leur propre travail, la santé de la population ou le maintien de la biodiversité, pas plus au fond que pour empêcher la réforme des retraites ou bloquer une loi antiouvrière, on ne peut compter sur le cirque parlementaire.

**Xavier Lachau**

## Pesticides : les bonnes affaires des trusts de la chimie

On ne compte plus les articles et reportages télévisés montrant des agriculteurs désarmés face à des insectes ravageant leurs récoltes.

Ils expliquent qu'ils n'ont pas d'autre solution que de continuer à utiliser des insecticides pourtant dangereux pour la nature et les hommes. Mais ceux que l'on ne voit jamais, ce sont les concepteurs et fabricants de ces produits fort lucratifs.

Le marché des produits phytosanitaires, le nom savant des pesticides, est dominé par des trusts tels que BASF, Bayer et Syngenta. Ils ont tout intérêt à faire prolonger les autorisations de mise sur le marché de leurs produits et à se servir pour cela des difficultés des

agriculteurs. Ils sont aidés par la FNSEA et la Coordination rurale, qui orientent systématiquement leurs attaques contre les agences sanitaires et les autorités publiques, et jamais contre les producteurs de pesticides.

Dans le cas de l'acétamipride, dont la réautorisation est proposée dans la loi Duplomb, les syndicats crient à la concurrence déloyale parce qu'il est interdit en France depuis 2018, mais autorisé dans d'autres pays européens. Ce pesticide fait partie de la famille des néonicotinoïdes, des insecticides dont le mode d'action consiste à agir sur le système nerveux des insectes. Ils perturbent aussi les insectes très utiles à la biodiversité que sont les abeilles, dont la mortalité a grimpé en flèche lorsque ces produits sont arrivés sur le marché dans les années

1980. L'Union européenne a déjà interdit presque tous les néonicotinoïdes : l'acétamipride est le dernier de la famille qui soit encore autorisé. L'Efsa, l'agence européenne chargée d'évaluer les substances chimiques utilisées en agriculture, a déjà demandé la réduction de son utilisation. Les défenseurs de l'acétamipride, et ses producteurs, veulent donc juste gagner du temps avant une probable interdiction européenne.

C'est déjà sous le prétexte qu'il n'y avait pas d'alternative contre le charançon de la banane que l'autorisation du chlordécone a été prolongée aux Antilles dans les années 1970 et 1980 ; le trust américain Dupont de Nemours a ainsi pu continuer à écouler ses produits malgré leur interdiction aux États-Unis, ce qui a empoisonné la population

antillaise et entraîné une épidémie de cancers de la prostate. Plus récemment, en 2023, la France a autorisé l'utilisation de pastilles de phosphine, un pesticide utilisé dans les bateaux transportant des céréales, mélangées avec les grains malgré le risque de résidus ; la pression des céréaliers a permis aux entreprises produisant ce produit d'en élargir les utilisations possibles, donc le marché.

« Pas d'interdiction sans solution », réclament les agriculteurs. Mais pourquoi les multinationales de la chimie se préoccuperaient-elles de chercher des solutions, si la sacro-sainte liberté de commerce leur permet de trouver un marché pour écouler leurs produits malgré leur dangerosité, et si les États l'acceptent ?

**Claire Dunois**



Ligne de conditionnement de pesticide dans l'usine Syngenta d'Aigues-Vives.

## Ville de Paris : la gauche impose la précarité

Un enseignant de cours du soir, que la Ville de Paris emploie comme vacataire depuis 27 ans, vient d'obtenir du tribunal administratif la requalification de son contrat de travail en CDI, avec le rattrapage salarial que cela implique.

Déjà, en février, une employée de centre de loisirs dans la même situation depuis 13 ans avait également obtenu cette requalification. La Ville de Paris prétend qu'elle n'a « recours à des vacataires que pour des activités ponctuelles et

discontinues ». La mairie se vante même de son plan qui aurait « déprécarisé un millier d'emplois » depuis 2022, plus probablement 600. Mais pour être « déprécarisés » ces deux travailleurs ont dû aller en justice !

Or la Ville de Paris emploie 15 000 vacataires, la plupart dans les écoles, dont, selon les syndicats, plus de la moitié occupent des emplois permanents, donc devraient être embauchés en CDI. Ce sont autant de travailleurs pri-

vés de congés payés, de droit aux arrêts maladie et autres droits normalement reconnus, mais qui sont maintenus pendant des années dans cette précarité par une mairie de gauche (PS-PCF-Verts).

**Lucien Déroit**

## Harkis : toujours traités en parias

MÉMORIAL DU CAMP DE RIVESALTES



Campement pour les Harkis en 1962-1964 à Rivesaltes.

**Le 19 mai, une plainte collective pour violation de sépulture au camp de Rivesaltes, dans les Pyrénées-Orientales, a été déposée par plusieurs familles d'anciens harkis, ces Algériens qui ont servi comme supplétifs de l'armée française pendant la guerre d'indépendance.**

Ces plaintes concernent la disparition de corps d'enfants enterrés au camp de Rivesaltes, dans lequel 22 000 harkis et leurs proches avaient été parqués en 1962, après avoir fui l'Algérie devenue indépendante.

Alors que beaucoup s'ubissaient les représailles bien prévisibles du FLN, de Gaulle et son Premier ministre, Pompidou, avaient accepté bien difficilement d'accueillir 90 000 harkis survivants. Ils avaient été internés à Rivesaltes et dans cinq autres camps, dans trois prisons désaffectées, et dans des hameaux forestiers où ils étaient employés à des travaux de reboisement.

À Rivesaltes, ils passèrent l'hiver 1962-1963 sous des tentes, souffrant de pénurie d'eau et de bois de chauffage. Les conditions d'hygiène provoquèrent la mort de bébés à leur naissance et d'enfants en bas âge. Jusqu'en 1965, au moins 146 personnes, dont

101 enfants, sont décédées. En déplaçant leurs corps dans les années 1980, les autorités semblent avoir voulu effacer la mémoire de ce drame. Les familles viennent seulement d'en être informées, à l'occasion d'une visite à Rivesaltes, le 21 février, de la ministre des Anciens combattants, Patricia Mirallès.

Six familles ont déposé plainte. Elles veulent savoir ce que sont devenus les corps déplacés. Elles veulent aussi dénoncer la façon dont l'État cherche à s'exonérer de toute responsabilité. Le 28 avril, la ministre des Anciens combattants a en effet déclaré que « l'État avait fait sa part ». Après avoir utilisé une partie des Algériens dans sa sale guerre coloniale, après les avoir laissés se faire massacrer et les avoir ensuite traités d'une façon indigne, l'État français et ses dirigeants d'aujourd'hui montrent toujours le même mépris.

Jean Sanday

## Bernard Arnault : le poids des milliards

**Bernard Arnault, PDG de LVMH, première fortune de France et une des plus grandes dans le monde, a été auditionné mercredi 21 mai par une commission sénatoriale, qui enquête sur les aides publiques versées aux grandes entreprises.**

Arnault a commencé par attaquer Fabien Gay, rapporteur communiste de la commission sénatoriale et directeur du journal *L'Humanité*. La une de ce quotidien titrait le jour de l'audition sur les suppressions d'emplois dans le luxe, dont 1 200 chez Moët Hennessey, la filiale Vins et spiritueux du groupe LVMH. Il a prétendu que le titre était mensonger, car ce ne serait pas des licenciements, mais des départs non remplacés. Comme si ce n'était pas pour autant des emplois en moins pour ceux qui en cherchent.

Mais pour Bernard Arnault, l'État n'a rien à dire sur les suppressions d'emplois, et il doit se contenter de remercier LVMH d'embaucher des dizaines de milliers de personnes en France, comme s'il leur faisait un cadeau. Il s'est

aussi vanté d'être à la tête du groupe qui paye le plus d'impôts en France, 15 milliards en dix ans. Mais cela ne représente qu'une goutte d'eau pour ce groupe qui a fait 85 milliards de chiffre d'affaires et autour de 13 milliards de bénéfices en 2024, en exploitant ces dizaines de milliers de salariés.

Réagissant à la demande d'Emmanuel Macron aux chefs d'entreprises de faire preuve de patriotisme en suspendant leurs investissements aux États-Unis, Arnault a aussi déclaré :

« Chaque fois que l'État se mêle des affaires privées, cela conduit à la catastrophe ».

Pour Bernard Arnault, les patrons investissent où ils veulent, embauchent ou licencient s'ils veulent, sans que l'État ait son mot à dire. En revanche, il trouve tout à fait normal que l'argent public revienne dans ses poches sous forme de subventions et aides diverses.

Une façon de rappeler aux sénateurs qui décide dans la société capitaliste... et qui obéit.

Hélène Comte



## Stérin : un financier de l'extrême droite

**Pierre-Édouard Stérin, milliardaire d'extrême droite, a refusé à trois reprises de se rendre à la commission d'enquête parlementaire concernant l'organisation des élections en France.**

Ce grand admirateur de Trump et Musk, partisan des idées les plus crasses, dont la théorie du grand remplacement, se veut un des artisans et bailleurs de fonds de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en France. Il a fait fortune grâce aux smart-box, les coffrets cadeaux d'hôtels ou de restaurants, créés par une société belge dont il a lancé la franchise en France en 2003. Mis en examen pour absence de licence d'agent de voyages, il avait bénéficié de l'appui de Chirac et de Sarkozy pour en légaliser la pratique.

Stérin est aujourd'hui à la tête d'une fortune de 1,4 milliard d'euros. Il dit vouloir « servir et sauver la France ». Mais son amour ne va pas jusqu'à vouloir y payer des impôts puisque depuis 2012, il est exilé fiscal en Belgique. En 2017, il a fondé la Nuit du Bien

Commun, une fondation reconnue d'utilité publique alors qu'elle finance des écoles privées catholiques hors contrat et nombre d'associations identitaires et anti-avortement. Stérin organise depuis 2015 des cocktails réunissant grands patrons, acteurs du monde associatif catholique et responsables politiques de droite ou d'extrême droite comme les Retailleau, Marion Maréchal, Ciotti, Zemmour. Il a soutenu Zemmour en 2022.

Le projet Péricles pour lequel Stérin doit être auditionné à l'Assemblée se veut un plan d'action pour permettre l'accession au pouvoir de l'extrême droite. Dévoilé en juillet 2024 par *L'Humanité*, il planifie le financement de la propagande contre le wokisme, l'immigration et le socialisme et d'une « guérilla juridique » contre ses

adversaires. Concernant les échéances électorales, il s'agit « d'aider à remporter plus de 1 000 mairies (2026), aider à remporter la présidentielle et la majorité absolue (2027) à fournir et former des cadres ». Pour faciliter les liens, Stérin et son bras droit, François Durvy, ont d'ailleurs racheté le manoir familial de Le Pen à Rueil-Malmaison.

Selon le journal *Le Monde*, à l'annonce de la dissolution de l'assemblée en 2024, des patrons du CAC 40 ont missionné ces deux personnages pour entrer en contact avec les dirigeants d'extrême droite. Durvy a fait modifier le programme économique de Marine Le Pen, jugé « trop à gauche ». Et rapidement il a rassuré son monde : le programme du RN sera « pro-business et coupera dans les dépenses de l'État ».

Il y a là plus de franchise que dans les prétentions « sociales » de Le Pen ou Bardella.

Christian Bernac



# La Fête de Lutte ouvrière à Presles

## Samedi 7, dimanche 8 et lundi 9 juin



Meeting de bienvenue samedi à 17 heures avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Meetings avec Nathalie Arthaud dimanche et lundi à 15 heures



PHOTOS P7 A 10 : LO

## Les spectacles

### Au Grand Podium

#### Samedi

- **Hélène Piris**: chansons déjantées
- **Clarika**: 30 ans de chanson française
- **Hippocampe fou**: du rap aux flows acrobatiques et textes percutants

#### Dimanche

- **Mymytchell**: chansons poétiques et politiques
- **Les Fatals Picards**: chansons engagées et enragées
- **Ti'bal Tribal**: un petit bal de tous les accents
- **Ziveli Orkestar**: chaleur des cuivres d'une fanfare balkanique



BLUE LINE PRODUCTIONS

Hippocampe fou.

#### Lundi

- **Marcela**: chansons tziganes
- **The Moonlight Swampers**: reprises rock

## Forums avec les militants d'entreprise de Lutte ouvrière

- **Les ravages du capitalisme dans le monde du travail**: accidents, décès, maladies professionnelles
- **Les travailleurs des industries de l'armement**: face à la propagande guerrière et nationaliste
- **Fonction publique territoriale**: dégradation des conditions de travail
- **Les transports urbains**: organisés en vue des profits patronaux
- **La santé**: malade du capitalisme
- **Les travailleurs du transport aérien**: contre les frontières dressées par les patrons
- **Michelin - Cholet**: la lutte contre les licenciements
- **Centres d'appel**: l'exploitation au bout du fil
- **Automobile**: souverainisme et protectionnisme, un poison pour les travailleurs
- **Cheminots et usagers**: face à la course aux profits et à la privatisation
- **Des PTT à La Poste**: moins de courrier, plus de travail
- **Chantiers navals de Saint-Nazaire**: 10 000 travailleurs, 75 nationalités, 600 employeurs, UNE seule classe ouvrière
- **Aéronautique**: profits en hausse et volonté de mise au pas des travailleurs
- **Aides à domicile**: besoins criants, moyens insuffisants, salaires minables
- **Sous-traitance informatique**: exploitation 2.0
- **Stellantis - Poissy**: les premières réactions des travailleurs face à la fermeture annoncée
- **Renault**: De Meo assure les profits... et son propre salaire sur le dos des ouvriers
- **Dans la chimie**: les travailleurs face à la guerre économique

## Le Préhisto-parc

Pour découvrir les grandes étapes de la préhistoire, des origines de l'homme... aux premiers métallurgistes.

**Conférences et ateliers** avec des archéologues de l'Inrap : **Vincent Mourre** : Néandertal a-t-il inventé le recyclage ? • **Maxime Rémicourt et Sarah Beiger** : fabriquer des hochets comme à la préhistoire • **Philippe Lorquet** : le bas-fourneau • **Olivier Blin** : le four à céramique • **Véronique Pissot** : reconstituer des céramiques pour percer le mystère de leurs origines • **Antoine Balzeau** : la découverte de nouveaux fossiles en Asie

De nombreux ateliers pour petits et grands.



## En pratique

**La Fête est ouverte** samedi 7 juin de 11 heures à 23 heures, puis sans interruption de dimanche 8 juin 9 heures à lundi 9 juin 20 heures. Elle se déroule à Presles, dans le Val-d'Oise.

**La carte d'entrée** pour les trois jours est en

prévente jusqu'à mercredi 4 juin 20 heures à 20 euros. À partir du 5 juin et à l'entrée, 25 euros.

Elle est éligible au Pass culture. L'entrée est gratuite pour les enfants accompagnés de moins de 14 ans.

On peut acheter, sur notre site ou auprès des militants, les cartes d'entrée ainsi que les bons, qui permettent une réduction de 20 % sur les dépenses à la Fête (payés à l'avance 4 euros, ils valent 5 euros sur place).

Renseignements, billetterie, programme : <https://fete.lutte-ouvriere.org>

## Au Théâtre de Verdure

#### Samedi

- **Voci di l'Avvene**: chants polyphoniques
- **Booze & Riots**: irish folk
- **Yasmin Berber**: chansons françaises
- **The Gut Girls, de Sarah Daniels**: atelier théâtre. Des ouvrières dans l'Angleterre de 1900.
- **Orée**: rock alternatif grunge
- **Ensemble Pteroptero**: musique grecque à écouter et à danser

#### Dimanche

- **Rouge Java**: chanson réaliste
- **Le chant de grève des sardinières de Douarnenez**: chorale
- **Et si?**: spectacle musical

autour des poèmes de Tim Burton

- **À la ligne, de J. Ponthus**: par la Compagnie L'échappée
- **La Brise du Mammoth**: jazz rap
- **Jean Philippe Apro Groupe**: fusion, rock, blues, jazz, chanson française
- **Soirée Électro Dance Music**

#### Lundi

- **Ça roulotte**: jazz manouche
- **La France, Empire, un secret de famille nationale, par Nicolas Lambert**: théâtre
- **Samskara**: reggar ska
- **Blues Non-Stop**



FATALSPICARDS.COM

Les Fatals Picards.

# La Fête de Lutte ouvrière

## Place de l'Églantine et allée de la Diane

- 1 Guichets d'entrée
- 2 Sous les pavés les pages - Bouquiniste
- 3 Buvette de l'Églantine
- 4 Restaurant de l'Églantine
- 5 Le mini-golf
- 6 Manhattan Bar
- 7 Tir à plomb • Saint-Nazaire • Chantiers de l'Atlantique
- 8 Tir à l'arc • Sanofi - Vitry-sur-Seine
- 9 Lutte ouvrière • Diane
- 10 Les ballons de la fête
- 11 Halle aux jeux - Mots fléchés • Les Clayes-sous-Bois • La Poste - Paris 17
- 12 The Spark • États-Unis
- 13 Old West Diner - Spécialités américaines
- 14 Orienthé-vous • Allier
- 15 Broadway Music-Hall
- 16 Le serpent à lumière

## Place du Grand Podium

- 17 Accueil Nord
- 18 Chorba - Thé - Gâteaux • Maubeuge, Fourmies
- 19 La Carbonnade des Camarades
- 20 Aux Moules
- 21 Disques
- 22 Le Manège enfantin
- 23 Starbalète
- 24 La mare aux canards
- 25 Marionnettes
- 26 Expo photos
- 27 À vos pinceaux • Metz
- 28 Quiches et tartes Lorraines • Metz • Renault Sovab
- 29 BRASSerie (bière pression et petits plats allemands)
- 30 BRA (Bund Revolutionärer Arbeiter) • Allemagne (UCI)
- 31 Accueil Alsace Lorraine Franche-Comté
- 32 Accueil Bourgogne
- 33 Visites guidées de la fête
- 34 La Fondue • Le Creusot, Chalon-sur-Saône
- 35 Village des comités
- 36 La halle aux jeux du cèdre
- 37 Le Food Truck • Avallon, Sens, Auxerre
- 38 Barbe à papa
- 39 Jus de fruits - Milkshakes • Le Mans
- 40 Escargots • Vierzon
- 41 Crêpes canadiennes • Compiègne, Beauvais
- 42 Bonbons • Hôpital d'Angers
- 43 Hareng de la Baltique • Angers
- 44 Badge Avenue
- 45 La boutique • Chaumont, Troyes
- 46 Cartes postales • EDF
- 47 FraternalThé à la menthe • Nantes
- 48 Buvette du Grand Podium
- 49 Restaurant du Grand Podium

- 50 Flammekueche • Strasbourg

## Place Karl Marx

- 51 Gaufres de Liège et Bières belges fruitées
- 52 Dédicaces du Karl Marx
- 53 Au partage des profruits
- 54 Dolina • Nanterre, Clamart
- 55 Garderie
- 56 Gargote des tout-petits
- 57 Aux camarades (andouillettes, seiches) • Charleville, Sedan
- 58 Brin de fantaisie • Hôpital Sainte-Anne
- 59 Mini Penalty
- 60 Mets les formes !
- 61 Billard japonais
- 62 Accueil Le Mans, Chartres
- 63 Sardines grillées • Chelles

## Esplanade du Château

- 64 Cité des jeunes
- 65 Maffé - Spécialités africaines
- 66 UATCI • Afrique (UCI)
- 67 Animation Zone Château
- 68 Café turc - Döner Kebap • Renault
- 69 Sinif Mücadelesi • Turquie (UCI)
- 70 Frites non-stop
- 71 Buvette du Phare • Melun
- 72 Café du port • Aéroport Roissy
- 73 Pizza - Aioli • Marseille, Montpellier
- 74 La soupe aux choux • Les Mureaux
- 75 Accueil Sud-Est
- 76 Lutte ouvrière • Château
- 77 L'Internazionale - Italie (UCI)
- 78 OTR - Haïti (UCI)
- 79 Papita et rhum
- 80 Combat Ouvrier - Antilles (UCI)
- 81 Menu d'Isles

## Place de la Guinguette

- 82 Les montagnes russes - Mur d'escalade
- 83 On en fait des caisses
- 84 Indoustand • RATP
- 85 Rougail saucisse • Île de la Réunion
- 86 Guinguette
- 87 Café de la Guinguette • CAF Paris
- 88 Le Molky
- 89 Couscous
- 90 Ici on bulle
- 91 Resto-Buvette des cheminots • SNCF
- 92 Espace préhistoire
- 93 Espace céramique
- 94 Espace métallurgie
- 95 Site de fouilles
- 96 Lutte ouvrière • Arbeidersstrijd - Belgique (UCI)
- 97 On a la patate ! (Frites fraîches)
- 98 Jeux sur un plateau • Banque de France Paris
- 99 Lutte ouvrière • Guinguette

## Carrousel de la Connaissance

Spectacle audiovisuel de 45 minutes

### D'où vient le racisme ?

Les races humaines n'existent pas, le racisme, oui ! Du trafic d'esclaves aux plantations de canne à sucre, de la guerre des tranchées à la mise en concurrence quotidienne des travailleurs, comment la bourgeoisie a forgé l'arme du racisme pour servir sa domination et comment l'humanité pourra s'en débarrasser.

## Sans oublier

- La Cité politique
- Les bals de dimanche soir
- Le feu d'artifice
- De nombreuses expositions
- Des dizaines de spécialités pour tous les appétits
- Une pléiade d'animations
- Les conférences-débats à l'espace Rosa Luxemburg



### Visites guidées

Pour mieux se retrouver dans les mille activités de la fête, des visites-découverte d'environ une heure sont proposées. Départs collectifs programmés et sur demande.

### Nos amies les bêtes

Les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la fête, à l'exception, bien entendu, des chiens d'aveugles.

### Pour venir

**En train :** ligne H (Paris-Gare du Nord ou gare de Saint-Denis). Horaires : transilien.com, IDF mobilités et SNCF Connect.

**Samedi 7 et dimanche 8 juin :** prendre le train de gare du Nord jusqu'à la gare de Montsoult-Maffliers (**la gare de Presles-Courcelles est fermée pour travaux**), puis prendre le car LO gratuit jusqu'à la Fête (samedi de 10 h 45 à 16 h 50, dimanche de 8 h 20 à 17 h 20). En dehors de ces horaires, un bus SNCF de remplacement assure le trajet jusqu'à la gare de Presles-Courcelles une fois par heure.

**Lundi 9 juin :** la gare de Presles-Courcelles sera desservie à partir de la gare du Nord. L'entrée de la Fête est à 900 m. Des minibus feront la navette, en priorité pour les personnes à mobilité réduite.

**En voiture et en vélo :** parkings réservés.

**Attention :** aucune navette au départ du métro Saint-Denis-Université.

**Depuis les autres régions :** des départs collectifs en car ou en train sont organisés à partir de nombreuses villes. Renseignements auprès de nos camarades locaux.

### Sécurité

Comme pour toutes les manifestations et rassemblements, nous devons procéder, pour la sécurité de tous, à des contrôles à l'entrée de la fête. Merci de le comprendre.

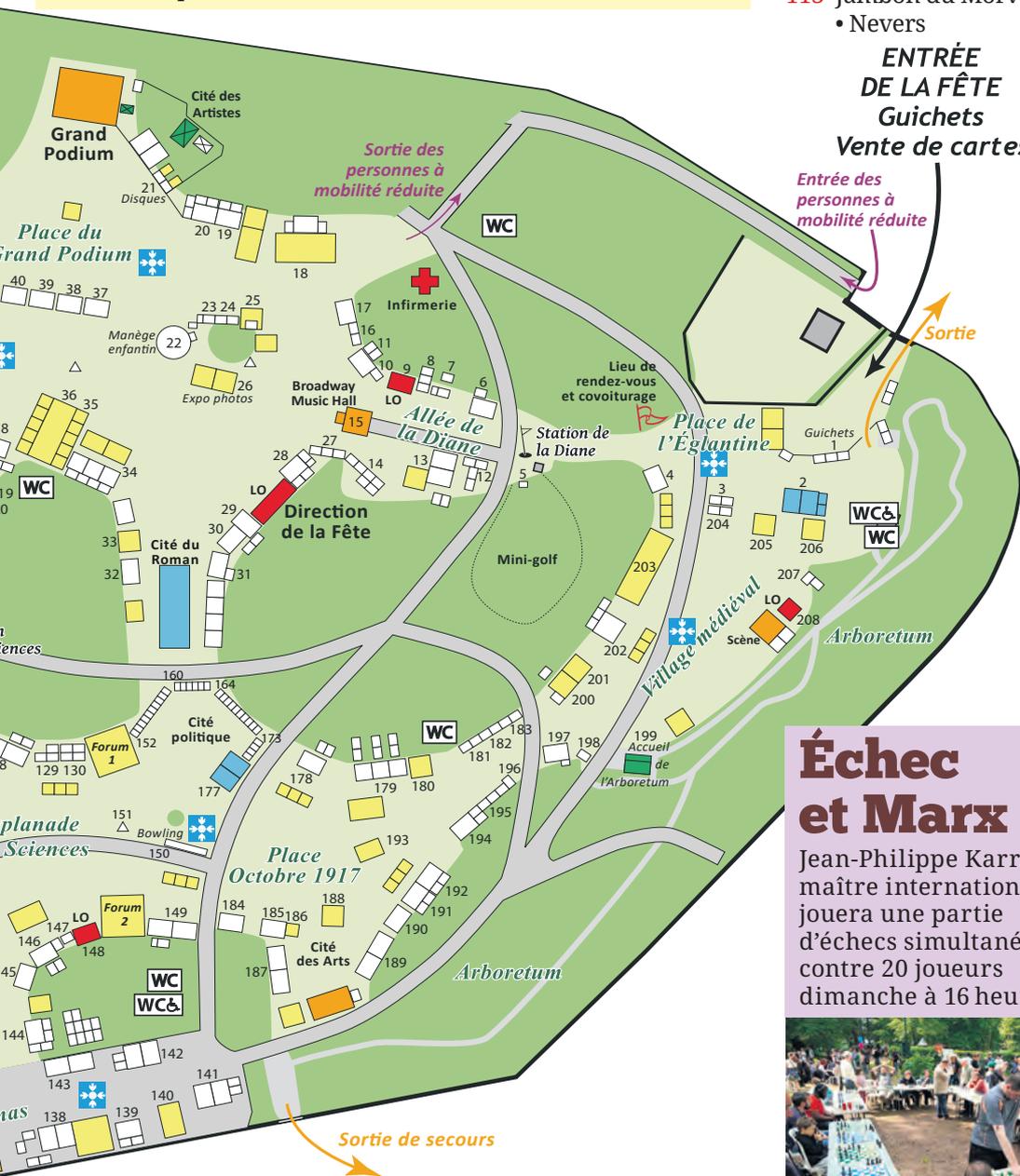


## Pour les enfants, tout est prévu

Des dizaines de jeux sont proposés, d'adresse, sportifs, de réflexion, pour petits et grands, accessibles en permanence... Une carte gratuite à la disposition des enfants donne accès librement à de nombreux jeux.

- **La Cité des Jeunes**: réservée aux enfants, avec une belle aire de pelouse et de sous-bois. Jeux, dessins animés, conteur, bal costumé, maquillage... sous la surveillance d'adultes qualifiés.

- **La Garderie**: réservée aux bébés de plus de trois mois.



- 100 La coupe est pleine • Reims
- 101 Accueil Champagne-Ardennes
- 102 Fleurs de terre - Minéraux
- 103 Une souris rouge • RATP
- 104 Tir à la patate • Cergy
- 105 Échec et Marx
- 106 Barbouille
- 107 Cirque Ühler

### Allée de la Libération des femmes

- 108 Tipi
- 109 Fléchettes
- 110 Lutte ouvrière • Allée de la libération des femmes
- 111 Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet
- 112 Accueil Centre, Bourges
- 113 Jambon du Morvan • Nevers

- 114 Le monde à la carte • Aulnay-sous-Bois
- 115 Tea-Break - Thé, gâteaux
- 116 Workers' Fight - Grande-Bretagne (UCI)
- 117 Accueil Bretagne • Normandie
- 118 Dolce vita • Aubervilliers
- 119 Bar à soupe • CHU Rouen
- 120 Frondeur du Poitou • Tours, Châtelleraut
- 121 Le grain de folie • Limoges
- 122 Salades gourmandes • Orléans
- 123 Gaufres Picardes • Amiens
- 124 Restaurant de l'Allée de la libération des femmes
- 125 Buvette de l'Allée de la libération des femmes
- 126 Brochettes grecques • Air France
- 127 Voz Obrera - Espagne (UCI)

### Esplanade des Sciences

- 128 La Puce rouge - Brocante • Livry-Gargan • LCL
- 129 Express Café • ex-Roussel-Uclaf
- 130 Charlottes • Continental • Sarreguemines
- 131 Observation du ciel
- 132 Cafétéria du Chapiteau scientifique
- 133 Accueil du Parcours dans les arbres
- 134 Entrée Camping Visiteurs
- 135 Billard • La Poste Paris
- 136 Lutte ouvrière - Place des cinémas
- 137 L'entracte - Accueil cinéma
- 138 Crêperie bretonne • Rennes
- 139 L'huître ouvrière • Rennes
- 140 Palet des jeux
- 141 Churros y Chocolate • Air France, ADP - Orly
- 142 Tapas, tortillas et lutte de classe
- 143 Jambon au tourne-broche
- 144 Accueil Sud-Ouest • Tarbes, Pau, Perpignan, Toulouse
- 145 Brick à l'œuf • L'Île-Saint-Denis • Stellantis
- 146 Confit social
- 147 Accueil Aquitaine, Bordeaux, Angoulême
- 148 Lutte ouvrière • Esplanade des Sciences
- 149 Le Temps des fraises • Grenoble
- 150 Bowling
- 151 Foot et vélos en folie

- 152 Pathfinder
- 153 Lotta Comunista (Italie)
- 154 Ligue trotskyste pour la Quatrième internationale
- 155 Parti des travailleurs
- 156 Tendence bolchevique
- 157 EEK (Grèce)
- 158 Gauche Révolutionnaire
- 159 Association des Anciens
- 160 Collectif pour Mumia Abu Jamal et les droits des prisonniers
- 161 Ligue trotskyste de France
- 162 Ne Yapmali ? (Turquie)
- 163 NPA-Révolutionnaires
- 164 Révolution permanente
- 165 Bir Kar (Turquie)
- 166 OKDE (Grèce)
- 167 Groupe marxiste internationaliste
- 168 Socialisme ou barbarie
- 169 SEP (Turquie)
- 170 Union communiste libertaire Paris Nord-Est
- 171 Tendence bolchevique internationaliste
- 172 CERMTRI
- 173 CNT-SO
- 174 Alliance for Workers' Liberty Grande-Bretagne)
- 175 Les Amies de la Commune
- 176 Mouvement communiste
- 177 Toutes les publications de Lutte ouvrière

### Place Octobre 17 et Cité des arts

- 178 Burgers et Compagnie
- 179 Spécialités lyonnaises • Hôpitaux, Chimie
- 180 Karaoké • Creil
- 181 Crottin chaud
- 182 Fromages d'Auvergne
- 183 Accueil Clermont-Ferrand
- 184 Buvette Octobre 17
- 185 Studio 2
- 186 Sculpture
- 187 Atelier de sculpture
- 188 Petit salon
- 189 Atelier de peinture
- 190 Studio 1
- 191 Crêperie • Vitry-sur-Seine et Sanofi
- 192 Glaces et profiteroles
- 193 Spartakiades
- 194 Accueil Rhône-Alpes
- 195 Le petit atelier
- 196 C'est la cata

### Village médiéval et Arboretum

- 197 Petit salé aux lentilles • Bagnolet
- 198 Tour à bois
- 199 Accueil de l'Arboretum
- 200 Forge • Safran
- 201 Forge ancienne • Belfort • Alstom
- 202 Rôtisserie de Sire Renault • Hôpitaux
- 203 Taverne de Maistre Taillevent
- 204 Boissons médiévales • Montbéliard
- 205 Vannerie et travail du bois • Peugeot Sochaux
- 206 Calligraphie
- 207 Galettes - Saucisses • Stellantis Rennes
- 208 Lutte ouvrière • Zone médiévale

## Échec et Marx

Jean-Philippe Karr, maître international, jouera une partie d'échecs simultanée contre 20 joueurs dimanche à 16 heures.



## Les cinq librairies

- La librairie du château
  - La Cité du roman
  - La librairie de la Cité des Sciences
  - Sous les pavés, les pages (livres d'occasion)
  - Le stand
- Toutes les publications de Lutte ouvrière

## L'Arboretum

Promenades gratuites et commentées (50 minutes) au milieu de 100 espèces d'arbres.

**Au pavillon de l'arboretum**: les qualités du bois, des graines étonnantes, comment fonctionne un tour à bois, comment mesurer un arbre, comprendre le bananier

**Conférences**: Georges Feterman (association A.R.B.R.E.S.): Dernières nouvelles des arbres • Brigitte Musch (Office national des forêts): Les forêts et le réchauffement climatique, ce que peuvent les humains • Nathalie Machon (Muséum national d'histoire naturelle): Il n'y a pas que les humains qui vivent dans les villes

# La Fête de Lutte ouvrière

## De nombreux débats

### Samedi

- **Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (Haïti)**: de la révolte des esclaves de Saint-Domingue à la dette haïtienne extorquée par la France coloniale
- **Martine Lalande**: *Si une femme veut avorter, ne la laisse pas seule! Du MLAC au centre IVG de Colombes*
- **Olivier Deloignon**: *Une histoire de l'imprimerie et de la chose imprimée*
- **William Blanc**: *Robin des bois. De Sherwood à Hollywood*
- **Renaud Piarroux**: *Sapiens et les microbes. Les épidémies d'autrefois*
- **Armelle Mabon**: *Le massacre de Thiaroye (1944)*
- **Ulysse Thevenon**: *Le sens du bétail*
- **Emmanuel Blanchard**: *Des colonisés ingouvernables*
- **Gwenn Dubourthoumieu**: *Entre-soi ; le séparatisme des riches*

• **Fabrice Riceputi**: *Le Pen et la torture. Alger, 1957, lutter contre l'oubli*

### Dimanche

- **Christian Gasquet**: *Les origines de l'internationalisme ouvrier*
- **Thierry Labica**: sur le livre *Les Espoirs de la civilisation*, de William Morris
- **Alain et Désirée Frappier**: *Et que se taisent les vagues*, roman graphique, le Chili d'Allende et de Pinochet
- **Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (Haïti)**: Haïti aux mains des gangs
- **Julien Chuzeville**: *Brève histoire des socialismes en France*
- **Martin Cennevitz**: *Haymarket, récit des origines du 1<sup>er</sup> mai*
- **Lutte ouvrière**: quelle politique face à la marche à la guerre ?
- **Jean-Pierre Griez**: *L'héritage assassin*, l'impérialisme au Rwanda et le

génocide de 1994

- **Alizée Delpierre**: *Servir les riches ; les domesticités*
- **Michel Lefebvre**: guerre d'Espagne, laboratoire d'un photojournalisme engagé
- **Diadié Dembellé**: *Deux grands hommes et demi*
- **Nicolas Lambert**: réalisateur du film *Elf, la Pompe Afrique*

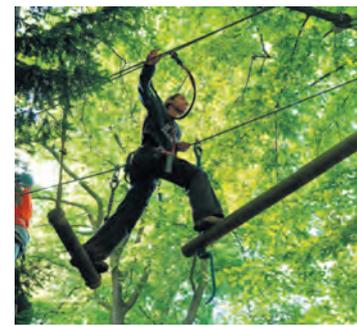
### Lundi

- **Marie-Laure Dufresne-Castets et Pascal Moussy**: combats contre la préférence nationale et droit du travail
- **The Spark (États-Unis)**: après le retour de Trump, la situation politique aux États-Unis
- **Benoit Trépiéd**: *Décoloniser la Kanaky-Nouvelle-Calédonie*
- **Hassan Guerrar**: réalisateur du film *Barbès, Little Algérie*

## Parcours dans les arbres

Un parcours dans les arbres pour se faire peur en toute sécurité, sous la surveillance de moniteurs diplômés: tyroliennes, ponts de singe, échelles, parcours de difficulté progressive. **Accessible sous conditions d'âge (13 ans min.) et de taille (1,50 m min.).**

Tarif: 5 euros.



## Films et documentaires

- **La Plus Précieuse des Marchandises**, de Michel Hazanavicius
  - **Ni chaînes, ni maîtres**, de Simon Moutaïrou
  - **All We Imagine As Light**, de Payal Kapadia
  - **Les Barbares**, de Julie Delpy
  - **Petites mains**, de Nessim Chikhaoui
  - **En fanfare**, d'Emmanuel Courcol
  - **Les Fantômes**, de Jonathan Millet
  - **Ernest Cole, photographe**, de Raoul Peck
  - **On n'est pas nos parents**, de Matteo Severi
  - **Barbès, Little Algérie**, de Hassan Guerrar
  - **Sans queue ni tête, décorticage d'une crevette grise**, de Julien Brygo
  - **Elf, la pompe Afrique**, de Nicolas Lambert
  - **Congo-Océan, un chemin de fer et de sang**, de Catherine Bernstein
  - **No Other Land**, de Basel Adra, Hamdan Ballal, Yuval Abraham, Rachel Szor
  - **Nos ancêtres du vingt-et-unième siècle**, de Lutte ouvrière
  - **Des trotskystes à l'usine**, le groupe Lutte ouvrière de la Snecma - Gennevilliers (1971-2019)
- Nocturne en plein air**, pendant la nuit du dimanche au lundi.

## Village médiéval

### Animations et démonstrations

Mise en armure et démonstration • Escrime • Jeux médiévaux • Jongleries et acrobaties • Danses médiévales • Cervoise • Quizz

### Conférences

- **Cyrille Marconi**: punir les animaux pour gouverner la population au Moyen Âge
- **André Victor**: l'émergence des villes et du

capitalisme à la fin du Moyen Âge

- **William Blanc**: les croisades, histoire et mythe - Robin des bois, de la légende à l'histoire
- **Julie Pilorget**: les femmes face à la justice médiévale

### Spectacles

**Théâtre**: le Procès du cochon • Poèmes et chants médiévaux • Bal folk et spectacles pyrotechniques



### Expo-photos

La Retirada des réfugiés espagnols et l'enfermement dans les camps français (1939-1942)  
**Photographies de Paul Senn**

## Cité des Arts

La Cité des Arts, c'est l'art sous toutes ses formes. Des spectacles qui sont aussi des conférences, et des ateliers pour aborder les techniques.

### Des conférences spectacles

- La grande (et la petite) histoire du clown: avec la comédienne **Nouch Papazian**
- Sensation à l'opéra: avec la cantatrice **Marlène Assayag**
- Théâtre mode d'emploi

- Duo d'alto et de piano, musique anglaise du 20<sup>e</sup> siècle
- Vous avez dit baroque? Aperçu de la musique du 17<sup>e</sup> siècle

### Des mini-conférences

Quelques exemples: la musique contemporaine sans

complexe de la cantatrice Cathy Berberian • psychose d'Alfred Hitchcock: une mécanique bien affûtée • Y'a Raï, y'a Raï: voyage dans l'Algérie de la musique raï

### De nombreux ateliers

Technique vocale, sculpture sur pierre, peinture, danse, slam.



## Cité des Sciences

- **Patrizia D'Ettore**: domestication du loup en chien
  - **Nicolas Sabouret**: intelligence artificielle
  - **Pascal Yiou**: changement climatique et événements climatiques extrêmes
  - **Caroline Freissinet**: sous la surface glacée des satellites de Jupiter et Saturne, des mondes habitables?
  - **Sonia El Hedri**: une nouvelle astronomie avec les neutrinos
  - **Didier Aubœuf**: les défis du traitement du cancer
  - **Sébastien Fontaine**: comment a-t-on pris conscience de notre place dans l'Univers?
  - **Patrick Berche**: la vaccination dans l'histoire de la médecine
  - **Marc-André Selloso**: le lien vital de l'humanité au monde vivant
  - **Jean-Léon Maître**: de l'embryon au bébé, génétique et lois de la physique
  - **Antoine Balzeau**: les nouvelles découvertes sur la préhistoire de l'Asie (avec projection du docufiction de Jacques Malaterre *Les Derniers Secrets de l'humanité*)
  - **Marc Peschanski**: soigner en intervenant sur les gènes
  - **Jean-Baptiste Fini**: la pollution par les plastiques
  - **Alexandre Pitti**: doter les robots d'un corps sensible
- Et de nombreuses mini-conférences.**

## Gaza : le crime de masse continue

Les informations qui parviennent de Gaza, plus révoltantes les unes que les autres, montrent comment l'armée israélienne mène une guerre ouverte contre la population civile sans cesse déplacée, bombardée et affamée pour la pousser au désespoir et la préparer à l'exil volontaire.

Les médias ont changé de ton, en même temps que les dirigeants américains et européens élevaient de timides et hypocrites protestations contre cette extermination en cours.

Ainsi France 2 a montré les terribles images des corps des neuf enfants de la famille Al Najjar, âgés de 7 mois à 12 ans, tués le 23 mai à Khan Younés, après un raid de l'aviation israélienne. Les Al Najjar étaient un couple de médecins, sans lien avec le Hamas. Mais les hôpitaux et le personnel médical, qui permettent la survie des Gazaouis, sont systématiquement visés. Sur les 36 hôpitaux de l'enclave, la moitié a été entièrement rasée tandis que les autres fonctionnent de façon dégradée, avec des installations endommagées et presque sans médicaments.

Invité dans les médias, l'historien Jean-Pierre

Filiu, qui a passé un mois à Gaza en janvier avec Médecins sans frontières et publie un livre de témoignage, a dressé un tableau aussi glaçant qu'éloquent. Outre les zones entières rasées « avec des cratères béants et des amoncellements de décombres », il décrit la lutte quotidienne des habitants pour rafistoler leurs abris de fortune soumis aux intempéries, trouver à manger et à boire, faire leur toilette et leurs besoins, le tout sous la pression permanente de l'armée israélienne. Ainsi chacun doit survivre avec 9 litres d'eau par jour dont seulement 2 litres d'une eau à peine potable.

Filiu rapporte comment l'armée israélienne, non seulement organise la famine en bloquant les convois de ravitaillement, mais favorise l'action des pilliers contre les rares convois qui passent. Elle



Après le bombardement d'une école, le 26 mai.

impose leurs parcours puis vise les escortes de sécurité mises en place par l'ONU, livrant les camions aux gangs, dont elle assure la protection sinon l'armement. Cette politique vise à semer le chaos en terrorisant la population et en affaiblissant ce qui reste d'organisation, qu'elle émane des structures familiales de Gaza, des fonctionnaires gazaouis encore en poste ou des troupes du Hamas.

Netanyahou et les chefs de l'armée israélienne font tout pour rendre définitivement impossible l'existence des Palestiniens à Gaza et pour saper la restauration d'une autorité palestinienne, quels qu'en soient les dirigeants. Par bien des

aspects, le fantasme trum-pien de transformer Gaza en une riviera du Moyen-Orient sert leur projet. Si Trump, tout à ses affaires avec les dirigeants arabes de la région, et d'abord les riches pétromonarchies du Golfe, bat froid à Netanyahu et prend quelque distance avec l'opération militaire en cours, il n'a pas retiré son soutien militaire à Israël.

Pour l'heure, dans la tragédie en cours, un espoir est porté par la petite fraction de la population israélienne qui se mobilise contre les crimes de guerre menés en son nom. Outre les manifestations régulières à Tel Aviv contre Netanyahu, son mépris de

la vie des otages et le caractère de plus en plus autoritaire de son gouvernement, des Israéliens dénoncent le sort fait aux Palestiniens. Ainsi quelque 400 personnes se sont rassemblées à Sderot, à quelques kilomètres de Gaza pour scander « Ce n'est pas en affamant et en tuant des enfants, des femmes et des vieillards qu'on aura la sécurité ! » en brandissant des pancartes « Halte au génocide à Gaza ». Ceux qui, dans la population israélienne, comprennent qu'ils ne pourront vivre en sécurité en exterminant leurs voisins, peuvent jouer un rôle décisif pour changer la donne.

Xavier Lachau

## Vietnam : Macron à la reconquête des marchés

En visite au Vietnam le 26 mai, Macron n'était pas seulement accompagné de Madame, mais surtout d'une brochette de patrons français avides de contrats profitables. Cet intérêt subit pour l'ancienne « perle de l'empire colonial français » n'est pas sans lien avec la guerre commerciale actuelle.

Durant ce voyage, Macron a prétendu rendre hommage aux combattants pour l'indépendance du

Vietnam. Servir les profits vaut bien, si ce n'est une messe, au moins une cérémonie hypocrite.



Le Vietnam attire les entreprises européennes et donc françaises, qui espèrent recueillir au moins des miettes de l'affrontement économique entre les États-Unis et la Chine. En effet, depuis des décennies, le régime dit communiste, qui règne et impose son autorité sur la classe ouvrière, permet aux entreprises étrangères d'y venir produire à bas prix des marchandises destinées à l'exportation. Des capitaux japonais, coréens et chinois y sont donc investis depuis plusieurs années. Entre 2017 et 2023, 248 milliards de dollars auraient été investis par des entreprises étrangères au Vietnam, d'après le journal *Les Échos*. C'est autant que la totalité des investissements étrangers dans le pays durant les trente années précédentes. Après la Chine, le Vietnam est ainsi devenu le nouvel eldorado

de l'exploitation et de la production, d'autant qu'il est plus que la Chine protégé de la guerre économique avec les États-Unis. Selon les dernières projections de la banque JP Morgan, « *Le Vietnam fabriquera, en 2025, 65 % des AirPods de la firme américaine, 20 % de ses iPad et encore 20 % de ses Apple Watch* ».

Or Trump menace maintenant le Vietnam de droits de douane importants (46 %) afin de combattre le déficit commercial américain de 123 milliards de dollars avec ce pays. Il veut s'en prendre en particulier aux produits chinois qui sont exportés aux États-Unis via le Vietnam et sont donc moins taxés que ceux qui arrivent directement de Chine.

Vu l'importance de ses exportations vers les États-Unis, le Vietnam est déchiré entre la nécessité de maintenir de bonnes relations

avec l'impérialisme américain et la place importante qu'occupent dans son économie les exportations massives vers son voisin chinois. Maintenir un équilibre entre ces deux enjeux est une préoccupation des dirigeants vietnamiens. C'est pourquoi Macron et les autres capitalistes européens espèrent saisir l'occasion d'avancer leurs pions. Les capitalistes français pourraient ainsi retrouver une place sur le marché vietnamien, après être tombés à moins de 1 % de ses importations.

Après la défaite mémorable subie par l'armée française à Dien Bien Phu il y a 71 ans, Macron voudrait bien que la présence coloniale trouve une suite. Ainsi, les profits des capitalistes français d'aujourd'hui seraient dans la continuité.

Marion Ajar

# États-Unis : l'offensive antiouvrière de Trump

**Trump, qui veut faire voter le budget 2026 de l'État fédéral, l'a nommé « grande et belle loi », ce qu'elle est effectivement pour les riches. Les 100 milliards de dollars de baisse d'impôts par an que Trump avait institués lors de son premier mandat et qui devaient prendre fin cette année, sont en passe d'être pérennisés.**

Ce budget comporte aussi des attaques contre Medicaid, qui permet aux plus pauvres de bénéficier de quelques soins gratuits. Il impose de devoir travailler quelques heures pour y avoir accès, ce qui exclura de cette aide dix millions de personnes selon l'office budgétaire du Congrès. Même un sénateur républicain s'y oppose car, dit-il, c'est s'attaquer « aux travailleurs et à leurs enfants », précisant : « Plus de 20 % des habitants du Missouri [où il est élu] ont Medicaid, pas parce qu'ils le veulent, mais parce qu'ils sont trop pauvres pour se payer une assurance santé privée. »

Trump ayant promis à ses électeurs ouvriers de ne rien couper dans Medicaid, avait initialement prévu ces coupes en 2029 et dénoncé par avance comme traîtres les républicains qui amèneraient sa « grande et belle

loi ». Or la majorité républicaine à la Chambre des représentants a souhaité que ces coupes soient effectives dès la fin 2026, au nom de la maîtrise du déficit budgétaire. C'est à présent au Sénat de se prononcer.

Lorsqu'il s'agit de gaspiller 150 milliards de dollars pour un hypothétique « dôme doré » antimissile, s'ajoutant aux 1 000 milliards du budget militaire, il n'est plus question de la dette fédérale qui gonfle. Pas plus que lors du vote sur les baisses d'impôt qui réjouissent les milliardaires.

En revanche, Trump impose une taxe supplémentaire de 3,5 % sur les envois d'argent que les travailleurs immigrés font à leur famille. Chaque année, 65 milliards de dollars sont ainsi transférés vers des pays pauvres, d'Amérique latine ou d'Afrique principalement. Ces sommes représentent

jusqu'à 20 % du PIB du Guatemala ou d'Haïti. Mais les travailleurs concernés, qui payent déjà des impôts, verront donc la partie de leur salaire dont ils se privent pour faire vivre leur famille, taxée une seconde fois.

Toujours en pointe sur la démagogie anti-immigrés, Trump a réussi à faire avaler par la Cour suprême la suspension du statut protecteur dont 350 000 immigrés vénézuéliens bénéficiaient jusque-là. Ils peuvent être arrêtés et déportés hors des États-Unis. Les immigrés cubains, haïtiens et nicaraguayens craignent d'être les prochains sur la liste et des millions d'autres sont aussi très inquiets.

Trump s'attaque ainsi à toute une partie de la classe ouvrière. Aux ouvriers blancs qui votent pour lui et qui subissent autant que les autres travailleurs l'érosion des salaires du fait de l'inflation, Trump n'offre qu'un étalage de préjugés racistes censé les contenter. C'est ce qu'il a fait en mettant en scène sa rencontre avec le président noir d'Afrique du Sud accusé de diriger un



régime raciste antiblanc.

Trump se prétend aussi le représentant des « Américains moyens » contre l'élite universitaire. Depuis que des manifestations de protestation contre le soutien des États-Unis à la terrible guerre d'Israël contre les Palestiniens se sont déroulées l'an dernier dans des universités, Trump accuse celles-ci d'antisémitisme et veut les mettre au pas. Il a ainsi privé l'université d'Harvard de fonds fédéraux. Il lui est demandé de communiquer au FBI l'identité des

manifestants, de renvoyer les enseignants ne s'étant pas opposés à ces manifestations, et dernièrement de ne plus accueillir d'étudiants étrangers.

Trump voudrait pouvoir imposer tout et n'importe quoi, même si la loi ne lui en donne pas le droit. Si quelques institutions résistent pour défendre leurs prérogatives, c'est un barrage bien faible. Tôt ou tard, la classe ouvrière des États-Unis elle-même devra se lever contre les initiatives de Trump et des capitalistes.

**Lucien Détroit**

## Nouveau round contre les puces chinoises

**Mi-mai, l'administration américaine annonçait de nouvelles mesures contre les entreprises qui intégreraient certains des semi-conducteurs du chinois Huawei.**

Dans cette guerre des puces, il y a des aspects contradictoires. Les États-Unis cherchent à conserver leur suprématie technologique, qui leur donne une longueur d'avance en matière militaire et commerciale. Ils voudraient aussi éviter que le marché de l'intelligence artificielle chinois, qui consomme une grande quantité de semi-conducteurs très performants, échappe à leurs industriels, notamment Nvidia et AMD. C'est pourquoi entraver le développement de Huawei, qui les concurrence de plus en plus, constitue le cœur de leur politique.

Les premières restrictions datent de 2020, quand les États-Unis, sous Trump, ont interdit de travailler

pour Huawei à la seule entreprise au monde capable de graver les puces dernier cri, le taïwanais TSMC. Ils ont aussi interdit au néerlandais ASML, qui produit les machines capables de fabriquer ce type de puces, d'exporter en Chine, puis, en octobre 2022, sous Joe Biden, ils ont contraint Nvidia à brider les puces d'intelligence artificielle fournies à la Chine, en interdisant de livrer les modèles dernier cri. Cela n'a pas empêché l'industrie chinoise d'enregistrer quelques succès, notamment avec l'algorithme DeepSeek qui, en matière d'intelligence artificielle, fait aussi bien que ChatGpt, tout en consommant beaucoup moins d'énergie. C'est pourquoi l'administration

Biden, avant de laisser la place à Trump, avait prévu des restrictions supplémentaires sur l'exportation des puces américaines.

Sous la pression de Nvidia et d'AMD, qui voyaient leur échapper un marché chinois évalué à 50 milliards de dollars, l'administration Trump a finalement annulé les restrictions supplémentaires, mais en annonçant quelques jours plus tard des restrictions à l'égard des dernières puces produites

par Huawei. En effet, ce dernier a réussi à contourner une partie des obstacles que les États-Unis ont dressés sur sa route en produisant maintenant des puces gravées à sept nanomètres, l'équivalent de ce que faisaient les entreprises occidentales en 2020, mais qui est suffisant dans bien des cas. Et Huawei, qui s'appuie sur les ressources de l'État chinois, réalise des investissements massifs pour aller au-delà.



Une usine de TSMC.

Mi-mai, l'administration des États-Unis a aussi menacé toutes les entreprises qui permettraient aux entreprises chinoises d'intelligence artificielle d'utiliser les puces américaines. L'appât du gain tend en effet à briser toutes les barrières. La presse rapporte ainsi que des réseaux de contrebande de puces Nvidia s'organisent à destination de la Chine. Mais l'administration américaine visait aussi des entreprises louant hors Chine des parcs de calculateurs ultra-performants.

Le 20 mai, la Chine a protesté contre les mesures américaines et menacé à son tour de sanctions toutes les entreprises qui les appliqueraient. Si la guerre des tarifs douaniers connaît quelques répit, la lutte des États-Unis pour conserver leur suprématie mondiale n'est pas finie, loin de là.

**Serge Benham**

## Appel CGT du 5 juin : une journée qui ne suffira pas

Le jeudi 5 juin la CGT appelle à des manifestations et des grèves pour l'abrogation de la loi portant la retraite à 64 ans, pour l'augmentation des salaires, pour exiger un moratoire pour stopper les licenciements et pour dénoncer les réductions d'effectifs et de moyens dans les services publics.

Ces revendications concernent l'ensemble du monde du travail. Et il est certain qu'il n'y a qu'en se battant ensemble, travailleurs du public et travailleurs du privé, tous secteurs confondus, qu'il sera possible d'imposer au patronat que tous les salaires augmentent massivement et suivent l'évolution des

prix. Et seule la lutte de l'ensemble des travailleurs pourrait imposer l'interdiction des licenciements.

La mobilisation du 5 juin, en elle-même, ne suffira pas à faire peur au patronat et au gouvernement, mais l'initiative de la CGT pourrait être, dans de nombreuses entreprises, l'occasion pour les travailleurs

combattifs de se mobiliser et, même s'ils sont minoritaires, de montrer à leurs camarades de travail que certains ne baissent pas la tête et se placent dans une perspective de lutte.

Mais en même temps, ceux qui suivent les interventions des dirigeants de la CGT savent que l'essentiel de leurs efforts ne vont pas dans cette direction. On entend bien plus souvent Sophie Binet et les dirigeants de la CGT parler d'une meilleure « politique industrielle » que les industriels et le gouvernement devraient appliquer.



Lors d'une précédente manifestation, en 2024.

Les travailleurs n'ont pas à conseiller une « politique industrielle » au grand patronat ou au gouvernement, qui sont leurs ennemis avérés. Il y a deux camps aux

intérêts inconciliables et ce sont ceux qui, au sein de la CGT ou non, défendent une perspective de lutte de classe qui ont raison.

Pierre Royan

## Ville d'Angers : "ras-le-bavoir!"

Jeudi 22 mai, plus de 150 travailleuses municipales employées dans les crèches de la ville d'Angers se sont retrouvées devant la mairie pour revendiquer le versement sur leur salaire d'un « bonus attractivité » de 100 euros net. Elles étaient encore plus d'une centaine en grève le lendemain.



Devant la mairie d'Angers, le 22 mai.

Ce bonus étant touché par leurs collègues de Cholet, Saumur et Nantes, ces travailleuses ne voient pas pourquoi elles en seraient exclues car, comme

elles le disent haut et fort, « l'amour du métier ne paie pas les factures ». À leur revendication, Béchu, maire Horizons et ex-ministre de Macron, répond qu'il

aurait déjà revalorisé leurs salaires récemment, et il a même écrit aux parents en ce sens. Mais les mini-coups de pouce ne font pas un salaire décent. Les 2 000 euros ne sont souvent atteints qu'au bout de trente ans, quand on commence à être bien usée, physiquement et psychologiquement.

La pétition en faveur du bonus a déjà été signée par plus de 170 travailleuses des crèches sur 220, et elle l'est par de plus en plus de parents, visiblement pas convaincus par le message du maire. Ils comprennent bien l'exaspération des agentes quand elles affichent sur leurs pancartes : « Les couches sont pleines, pas le porte-monnaie ».

« Je ne désespère pas d'un retour à la raison », a osé déclarer Béchu après la première manifestation. Cela explique peut-être le succès de la suivante ! Il argue

qu'il n'y aurait pas assez d'argent dans les caisses municipales pour attribuer le bonus, dont 66 % du montant serait versé par la CAF jusqu'en 2027. Comme si 34 euros par mois pour 220 agentes allaient ruiner la municipalité...

Selon l'élue chargée des relations humaines, les éducatrices, puéricultrices et auxiliaires devraient être contentes de leur sort, car leurs métiers seraient encore moins bien payés dans le privé. L'argument, pathétique, ne fait qu'illustrer le bas niveau général des salaires. Sur le même thème, le maire s'est fait menaçant, évoquant une éventuelle cession des crèches au privé, si d'aventure elles devenaient trop chères à cause des hausses de salaires.

Les élus expliquent aussi que verser le bonus obligerait à augmenter les impôts locaux. Cette ritournelle

visait à introduire un coin entre les grévistes et la population. Mais c'est un mensonge : la ville aurait tout à fait les moyens de verser cette prime, à condition de cesser les « aides au développement économique » qui ne profitent qu'aux capitalistes, et de renoncer au coûteux projet d'armer les policiers municipaux.

Un bonus n'équivaut certes pas à une augmentation du salaire de base. Mais il est curieux de voir Béchu rejeter le « bonus attractivité » créé en 2024 par un gouvernement Attal... dont il faisait partie.

La grève dans les crèches angevines, d'une ampleur sans précédent, démontre en tout cas que les travailleuses qui les font tourner ne s'en laissent pas compter. Leur mouvement est sans doute loin d'être terminé.

Correspondant LO

## Lubrizol – Rouen : l'usine de tous les dangers

Depuis l'incendie catastrophique de 2019 qui avait vu partir en fumée près de 10 000 tonnes d'hydrocarbures, sans que la cause de cet accident ait pu être clairement identifiée, Lubrizol est dans le collimateur de la DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement).

Un audit de 2019 de cette

usine qui fabrique des additifs pour lubrifiants a établi une liste de 277 équipements, essentiellement électriques, situés dans des zones à risque d'explosion et qui ne répondent pas aux normes. Un contrôle effectué en mars 2025 a constaté que seuls 87 ont été mis en conformité depuis cinq ans. La Préfecture a donc pris un arrêté de mise en

demeure, et les travaux doivent être effectués d'ici au 30 juin.

Après la catastrophe environnementale, allait-on avoir une catastrophe sociale ? Après avoir annoncé un plan de licenciements sur ses sites de Rouen et du Havre, accompagné de conditions de départ indignes, Lubrizol s'était ravisé en octroyant

une indemnité de départ de 100 000 euros pour les 106 licenciés, sans condition d'ancienneté ! Une semaine de grève et les pressions de ses clients, les grands groupes pétroliers, lui avait sans doute permis de mûrir sa réflexion...

Mais, le 5 août, coup de théâtre : plus aucun licenciement n'était programmé ! Ne croyant plus

au Père Noël depuis longtemps, les travailleurs de Lubrizol se doutent qu'un coup fourré est en préparation et qu'un plan de licenciements mieux ficelé est dans les tuyaux... Dans ce domaine, ils savent qu'il ne faudra pas attendre d'arrêté préfectoral pour empêcher les patrons de Lubrizol de nuire !

Correspondant LO

## Stellantis – Poissy : de PSA au PSG, il n’y a qu’un pAs

Le 5 mai, le journal *L'Équipe* révélait que les villes de Poissy et Massy étaient les mieux placées pour accueillir le futur stade du PSG et, autour du stade, un énorme complexe commercial, d'hôtels, de cinémas et de restaurants.

Si Poissy était choisie, ce complexe se situerait sur les terrains de l'usine Stellantis. Cela a évidemment suscité de nombreuses discussions parmi les travailleurs. D'autant plus que dans leurs interventions publiques, les élus politiques du département et de la région ne fermaient pas la porte à ce projet, bien au contraire. Et le

20 mai, lors d'une réunion de CSE, la direction a avoué qu'effectivement elle était en discussion avec le PSG pour lui vendre les terrains de l'usine. Dans la foulée, elle promettait, la main sur le cœur, pour tenter de rassurer les salariés de l'usine, qu'elle envisageait d'en garder une partie pour y développer un projet industriel.

Les travailleurs avaient donc la preuve que la direction négociait, depuis des mois, dans leur dos, la vente des terrains une fois la production de l'Opel Mokka terminée.

Chez tous les travailleurs qui continuaient à penser que la direction ne pouvait leur mentir à ce point, cela a créé une onde de choc. Le syndicat Sud ayant donné l'alerte depuis longtemps, beaucoup disaient tout haut que « *c'est Sud qui avait raison depuis le début et qui disait la vérité* ». Puis, les



discussions se sont encore amplifiées quand, à France Info, Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France a affirmé qu'il n'y aura plus de fabrication de voitures à Poissy, ajoutant, comme toute bonne politicienne, qu'elle voulait un projet industriel en face de celui du PSG mais sans s'opposer au projet de Stellantis de fermer l'usine.

Parmi les travailleurs, l'écrasante majorité ne croit pas une seconde à la coexistence d'un « *PSG Land* » et d'un site industriel. Et ce d'autant plus que le projet industriel dont parle la direction serait de créer une activité dite de recyclage de voitures. En clair, ce serait désosser des épaves et les envoyer à la ferraille ou dans une casse. Les travailleurs concluent logiquement que « *si le Qatar achète les terrains pour faire son PSG Land, il ne laissera pas une casse automobile et des ferrailleurs en face d'un hôtel quatre étoiles* ».

En effet, non seulement l'installation du stade du PSG ne protégera pas les

2 500 emplois de l'usine de Poissy, mais l'arrêt de la fabrication de voitures va menacer des milliers d'emplois de sous-traitants qui fournissent l'usine de Poissy. Pour les travailleurs, qu'ils soient de Stellantis Poissy ou sous-traitants, la bataille principale concerne les garanties qu'ils devront imposer à Stellantis pour continuer à faire vivre leur famille après l'arrêt de la production de l'Opel Mokka. Et au travers de cet épisode du PSG, que le stade arrive à Poissy ou pas, les travailleurs auront fait l'expérience des mensonges de la direction et du secret de ses négociations pour tirer le maximum de profit sur la fermeture de l'usine.

Cela ne peut qu'aider les travailleurs à prendre conscience qu'ils ne pourront compter ni sur ceux des syndicats qui relaient avec zèle les mensonges de la direction, ni sur les politiciens qui travaillent pour elle. Ils ne devront compter que sur leurs propres forces et sur leur mobilisation.

**Correspondant LO**

## SNCF – Trappes : mobilisés contre la réorganisation

À Trappes, la direction de SNCF Réseau veut supprimer une équipe qui fait des travaux de voie dans toute la région de l'Ouest parisien et réaffecter les salariés dans d'autres équipes. Le projet, annoncé en octobre dernier, doit entrer en application le 1<sup>er</sup> juillet.



Sa mise en place a entraîné et les principaux concernés sont restés dans le flou pendant des mois, tant sur les futurs postes que sur la rémunération. Or, le changement de lieu d'affectation et d'équipe peut entraîner pour certains des 56 salariés des pertes de plusieurs centaines d'euros de primes par mois. Ils se sont donc organisés et, pour savoir ce qu'il en était des projets de la direction, ils ont interpellé un directeur au siège, puis une autre directrice lors du CSE. Cela a permis d'obtenir quelques informations sur leurs reclassements possibles et les mesures de compensation prévues.

À partir du 12 mai, ces

travailleurs ont exercé leur droit de retrait pour risque psychosociaux, et la direction a été contrainte de reculer un peu, en donnant quelques précisions sur les futurs postes et sur des cas individuels, et en annonçant le versement d'une prime d'incitation de 4 000 euros. Mais elle serait seulement pour ceux qui resteraient dans l'établissement, pas pour ceux qui partiraient par exemple en province, et cela ne compense pas la perte des primes de déplacement.

C'est bien sûr insuffisant et ces salariés ont réagi. Jeudi 22 mai, ils ont une nouvelle fois interpellé le directeur de l'établissement, faisant remarquer que rien

n'était fait correctement dans cette réorganisation qui, en plus des pertes de revenus, bouleversait tout leur vie sociale et privée. Le directeur a alors invoqué comme excuse son « *inexpérience en la matière* ». Si l'avenir des travailleurs n'était pas en question, cela prêterait à rire.

Dans toutes les équipes de travaux de SNCF Réseau il manque du monde et la direction tente de palier cette situation par des réorganisations. Qu'elles soient entamées ou toujours en projet, elles ont toutes le même objectif : faire du plus avec du moins. Cette fois-ci, la direction s'est heurtée à cette équipe de la voie qui ne compte pas se laisser faire et qui a pris contact avec les autres équipes concernées. Un rassemblement a eu lieu le lundi 26 mai, où plusieurs dizaines de travailleurs ont revendiqué des embauches massives et des hausses de salaires.

Comme tous les patrons, les directeurs de la SNCF prétendent que le reclassement est un problème individuel, que chacun doit régler de son côté. Eh bien, les salariés mobilisés ne l'entendent pas de cette oreille : ils se sont non seulement dotés d'un comité de suivi, mais aussi engagés à ne laisser personne seul face à sa situation individuelle.

**Correspondant LO**

## BDR Thermea Mertzwiller : non aux suppressions d'emplois !

Le fabricant de chaudières BDR Thermea, dont fait partie la marque De Dietrich, a annoncé mardi 20 mai vouloir supprimer 370 postes en France. Selon son plan, 320 des 800 salariés du site de Mertzwiller, dans le Bas-Rhin, vont se retrouver sur le carreau, avec un arrêt de la production d'ici deux ans.

À cette annonce, plus de 200 salariés se sont retrouvés devant le site, décidés à ne pas se laisser faire. Ils ont bien raison. Dans un communiqué, la direction se plaint de la concurrence

internationale et parle de « *pertes considérables* ». Elle était moins bavarde sur ses résultats ces dernières années, quand elle rachetait des entreprises jusqu'à contrôler une quinzaine de sites répartis sur trois continents, et qu'elle a vu son chiffre d'affaires passer de 400 millions d'euros en 2020 à 2 milliards aujourd'hui.

Les profits d'aujourd'hui comme ceux d'hier doivent servir à garantir à tous les travailleurs un emploi et un salaire dignes.

**Correspondant LO**

## RATP – Infrastructure : cachez-moi ces accidents du travail

La direction de la RATP-Infrastructure a annoncé à ses 3 000 agents (dont 1 000 ouvriers) une prime comprise entre 300 et 500 euros dans le cas où le nombre d'accidents de travail avec arrêt (ATAA) serait divisé par deux, voire par trois en 2025.

La RATP-Infra gère et entretient les infrastructures comme les voies, la signalisation, les ouvrages d'art ainsi que les travaux de prolongement des lignes de métro. En 2024, 71 accidents ont été recensés. Ce nombre était déjà de 13 en février de cette année puis de 19 fin mars. Se retrouvant face à cette augmentation importante des accidents, la direction n'a pas jugé bon de prendre des mesures de prévention

supplémentaire. Son courriel pour rappeler « les bons gestes et postures au travail » a donc provoqué une certaine indignation.

En effet ceux qui rejettent leur responsabilité sur les travailleurs meurent rarement d'un accident dans leur bureau. Dans son courriel, le directeur de RATP-Infra conditionne le versement de la prime de 500 euros à un nombre d'accidents inférieur à 24 et d'un nombre

de jours d'arrêt inférieur à 3900 sur l'année. Cette prime serait abaissée à 300 euros brut si le nombre « se situe entre 25 et 35 », de « zéro euro » pour un nombre supérieur à 35.

L'indignation a laissé place à l'écœurement car « la direction pense sûrement que si nous sommes victimes d'un accident c'est que nous l'avons bien cherché ». D'après le délégué central CGT de la RATP, la direction n'aurait même pas budgétisé le million et demi d'euros nécessaire dans le cas où elle devrait verser cette prime. Elle ne cherche pas à baisser le nombre d'accidents,

mais elle veut désigner les ouvriers comme uniques responsables et les inciter à ne pas faire de déclaration d'accident.

Non seulement cette augmentation des accidents du travail est inquiétante mais les chiffres sont en dessous de la réalité. À la fin du mois d'avril, par exemple, deux travailleurs ont été électrocutés sur un chantier. Aucun de ces deux accidents ne sera comptabilisé par la RATP, car ils font partie d'une entreprise sous-traitante et donc à ce titre en dehors des statistiques. La RATP-Infra assure la maîtrise d'œuvre et la maintenance en coopération

avec des entreprises privées telle que Siemens, Eiffage, Colas Rail, Schindler et une myriade d'entreprises du secteur. Outre ces 3 000 agents, la RATP embauche aussi directement 1 000 travailleurs dits prestataires qui ne sont pas comptabilisés en cas d'accident. Pour le remplacement d'un escalator, par exemple, on compte sept à huit agents RATP pour 50 salariés d'une dizaine d'entreprises extérieures.

Le nombre d'accidents du travail déclaré par la RATP-Infra n'est donc que la partie visible de l'iceberg.

Correspondant LO

## Naufrages : des marins épuisés

Dimanche 25 mai, un porte-conteneurs a coulé aux abords de l'Inde, avec 640 conteneurs dont au moins 13 renferment des matières déclarées dangereuses.

Le jeudi précédent, un autre grand navire avait fini sa course dans un jardin en bord de mer, en Norvège.

Les deux équipages sont indemnes, ce qui est loin d'être toujours le cas dans ce type d'accidents, relativement fréquents mais dont la presse ne parle que lorsqu'ils sont particulièrement spectaculaires.

Dans son rapport annuel, rendu le 15 mai, le Bureau d'enquête sur les événements en mer, le BEA, qui dépend du gouvernement, indique que « l'accumulation de fatigue chez les marins » est la cause de nombreux accidents. Il donne des exemples de marins épuisés seuls à la barre, de temps de travail allant bien au-delà des limites, de

périodes d'embarquement excédant douze mois, de marins faisant office d'officiers, d'encadrement insuffisant, etc.

Mais le BEA et au-dessus de lui l'État sont bien incapables de faire respecter les règlements qu'ils ont eux-mêmes institués, même s'ils le voulaient vraiment. L'exploitation des travailleurs, jusqu'à la corde et au risque de l'accident, est la seule règle, à terre comme en mer.

Paul Galois



Navire échoué dans un jardin sur la côte norvégienne.

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :  
LUTTE OUVRIÈRE  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Pologne : élections sur fond d'espoirs déçus

**Mercredi 21 mai, le Premier ministre polonais, Donald Tusk, du parti PO (Platforma Obywatelska, Plate-forme citoyenne), a demandé au Parlement de prolonger la suspension du droit d'asile pour à nouveau six mois.**

Cette décision, qui vise les migrants qui tentent de passer la frontière biélorusse, est un indicateur de la direction dans laquelle regardent PO et son candidat, Trzaskowski. Dans l'entre-deux tours de l'élection présidentielle, celui-ci regarde vers l'extrême droite.

Les deux candidats d'extrême droite ont obtenu au premier tour presque 22 % des voix (14,8 % pour Mentzen et 6,3 % pour Braun). Et Mentzen ne s'est pas privé de faire pression sur les deux candidats arrivés en tête, qui sont Trzaskowski (PO) avec 31,3 % des voix, et Nawrocki (PiS, Droit et Justice) avec 29,5 %. Mais, au-delà même de cet entre-deux tours, l'atmosphère de la vie politique polonaise en était déjà bien marquée.

On est loin du climat de 2023, et de ses queues de plusieurs heures pour aller voter (six heures de queue pour un bureau de vote qui

avait battu les records, à Wrocław), où la participation avait atteint 80 %. Ce climat d'alors était un résultat des luttes des femmes pour le droit à l'avortement, et du choix d'une certaine partie de la population qui en avait assez de « l'ordre moral » que faisait régner le PiS.

Mais, depuis deux ans que Donald Tusk et le PO dirigent le gouvernement, ces espoirs ont été bien déçus. Un projet de loi autorisant l'avortement a été présenté au Parlement durant l'été 2024 mais il n'a même pas été jusqu'à se heurter au droit de veto du président Duda. Un des partis de la coalition gouvernementale, Holownia, l'a bloqué en votant contre alors que Tusk, durant sa campagne, avait promis de mettre en place ce droit dès son arrivée au pouvoir.

Certes, la répression contre les femmes qui



Manifestation Frontières ouvertes, le 16 mai à Cracovie.

avortent et ceux ou celles qui les y aident est moins violente qu'auparavant. Les tribunaux sont moins pressés d'instruire les dossiers. Des centres pro-IVG se sont ouverts dans les grandes villes, mais ils se bornent à organiser des voyages à l'étranger pour celles qui veulent avorter. L'accès à des pilules abortives est plus facile, du moins dans les grandes villes. Mais on a quand même vu le candidat d'extrême droite Braun aller faire du scandale dans un hôpital où exerce une gynécologue favorable à l'avortement.

Toute la campagne a été polarisée par les thèmes réactionnaires, et Trzaskowski comme Tusk ont orienté leur boussole dans cette même direction. Alors qu'en 2022 Tusk se disait choqué par les refoulements de

migrants aux frontières de la Biélorussie, depuis qu'il est Premier ministre, il en est devenu plus que partisan. En mai 2024, il a réintroduit une zone tampon de 200 mètres tout le long de la frontière biélorusse et il y construit une barrière encore plus infranchissable qui sera achevée en 2028. En juillet 2024, il a autorisé les agents en poste à la frontière biélorusse à tirer à balles réelles.

Dans le même ordre d'idée, au moment du déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022, le gouvernement alors dirigé par le PiS avait facilité la venue des réfugiés ukrainiens en Pologne. Aujourd'hui, tous les partis politiques, du PO à l'extrême droite, déclarent que la présence de plus d'un million d'Ukrainiens « pose problème » et

qu'il faudrait mettre des conditions restrictives aux aides auxquelles ils ont droit.

Alors que le secteur de la santé est délabré et manque de moyens, alors que, pour la partie la plus pauvre de la population, la vie est toujours difficile, tous les grands partis ont l'œil rivé sur la « défense de la Pologne ». Et si cela est loin de faire frémir d'ardeur la population, ils sont tous partisans d'accroître le poids des dépenses militaires, qui devrait représenter en 2025 4,7 % du PIB.

Autant dire que ce n'est pas sur le cirque politique actuel que peuvent compter les travailleurs et tous ceux qui veulent changer vraiment leur sort en Pologne.

Nelly Meyer

## Famine : pendant que les capitalistes se gavent

D'après le « rapport mondial sur les crises alimentaires », publié le 17 mai, la faim a frappé de façon aiguë 295 millions de personnes en 2024. Ce chiffre est en augmentation pour la sixième année consécutive.

Alors qu'il y aurait les moyens de mettre fin à cette catastrophe, le nombre de personnes en état de famine dramatique, c'est-à-dire d'inanition, a atteint 1,9 million en 2024. Elles se trouvaient à Gaza, au Soudan, au Soudan du Sud, à Haïti et au Mali. Et tout indique qu'en 2025 cette situation devrait encore empirer.

Cette violence devrait suffire à condamner le système capitaliste, à une époque où de nombreux experts expliquent que les capacités agricoles mondiales pourraient permettre de nourrir deux fois l'humanité. Dans certains pays où la malnutrition sévit du fait de la pauvreté, une bonne partie des terres sont cultivées pour faire

des agrocarburants. La faim est ainsi de la responsabilité d'un système économique où, même en matière d'alimentation, les besoins ne comptent pour rien, et les profits pour tout.

Le rapport dresse la liste des causes de la faim aiguë. Il y a bien sûr les guerres qui, en plus de leurs ravages directs, obligent à se réfugier dans des camps, parfois coupés de l'accès à l'aide humanitaire. Gaza en est un exemple effroyable, mais il n'est pas le seul : les réfugiés du camp de Zam-zam au Darfour, où vivaient 500 000 personnes en 2024, connaissent un sort similaire. Les deuxième et troisième causes listées sont les conditions climatiques extrêmes, sécheresses et inondations, et l'inflation ou la dévaluation des monnaies, c'est-à-dire des faits qui n'ont rien à avoir avec la nature et tout avec la finance, la spéculation et le capitalisme.

Thomas Baumer

## Slovaquie : démagogie nationaliste

Le quotidien slovaque *Dennik N* vient de publier de fort instructives données sur les Ukrainiens réfugiés en Slovaquie.

Les Ukrainiens représentent 40 % des 122 000 étrangers qui vivent et travaillent dans ce petit pays de 5,4 millions d'habitants, membre de l'Union européenne (UE). On les trouve partout : dans les services, l'agriculture, les transports, l'industrie forestière et aussi dans l'industrie qui est dominée par les capitaux allemands,

autrichiens, américains et français.

Rien que l'an dernier, ces travailleurs immigrés ont rapporté à la Slovaquie, selon le quotidien cité, 217 millions d'euros en impôts sur le revenu, prélèvements obligatoires sur les salaires et impôts indirects, dont la TVA. En comparaison, en 2024, les dépenses budgétaires slovaques pour l'aide aux réfugiés (surtout pour financer leur hébergement et l'éducation des enfants ukrainiens) n'ont même pas représenté la moitié de cette

somme, avec seulement 98 millions d'euros.

*Dennik N* n'est pas allé jusqu'à préciser ce qu'en pense le président slovaque Fico. Bien connu pour son nationalisme viscéral et ses diatribes contre l'aide de l'UE à l'Ukraine, ce démagogue n'est visiblement pas opposé, au contraire, à fournir une main-d'œuvre ukrainienne qualifiée, abondante et sous-payée aux capitalistes locaux et étrangers qui prospèrent dans son pays.

P.L.

## Lisez Lutte de classe

revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 248 (mai-juin 2025)

- L'économie mondiale sous l'emprise des dettes et des financiers
- De Staline à Poutine, une complicité de longue date avec l'impérialisme
- Après le retour au pouvoir de Trump, la situation politique aux États-Unis
- Les réseaux sociaux, un « espace de liberté »... soumis au capital
- August Bebel, *Femmes et socialisme* (1879)
- Albert Rhys Williams, *À travers la révolution russe*



Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.